

O Huygens

5 Centimes. N° 170. — 13^e ANNÉE. — SAMEDI 4 MARS 1916.

La bataille continue très ardente

La publicité dangereuse

Le Blocus pour rire ...de nous !

A la bonne heure ! Au moins, ça sert à quelque chose de prévenir le *Temps*. Hier matin, nous lui avons expliqué avec précision qu'il faisait étourdissement de la publicité à une compagnie de navigation hollandaise, dont les bateaux transportent en Espagne, au Portugal et dans l'Amérique du Sud les marchandises boches expédiées de Francfort, de Mayence et de Mannheim.

Il est évident qu'au retour les mêmes paquebots se livrent en sens inverse au même trafic, — et l'on se demande, dans ces conditions, à quoi peut bien servir le blocus.

Mais c'est une question que le *Temps* n'a sans doute pas le loisir de se poser, et, hier soir, avec sévérité, il inscrit bien en évidence, au milieu de sa quatrième page, le cliché du *Lloyd Royal*, que voici :

Service postal rapide

d'Amsterdam, Douvres, Boulogne-s/-Mer, Lisbonne à Pernambuco, Bahia, Rio-de-Janeiro, Santos, Montevideo et Buenos-Aires

Nouveaux paquebots de luxe à deux hélices, pourvus de tous les aménagements modernes pour le confort et la sécurité des passagers : *Tubantia*, *Geiria*, *Zealandia*, *Frisia*, *Hollandia*.

PROCHAINS DÉPARTS POUR L'AMÉRIQUE DU SUD.

Paquebot	Amsterdam	Palermo	Vigo	Lisbonne
Frisia....	1 ^{er} mars.	3 mars.	5 mars.	6 mars.
Tubantia....	15 mars.	17 mars.	19 mars.	20 mars.
Zealandia....	29 mars.	31 mars.	2 avril.	3 avril.

Pour tous renseignements, s'adresser au LLOYD ROYAL, HOLLANDIA, à Amsterdam; ou à M. L. Desbols, agent général, rue Edouard-VII, 5 (boulevard des Capucines à côté de la rue Scribe). — Téléphone : Central 80-99.

Un détail suffit à révéler l'origine germanique de cette annonce. Lisez au-dessous de la vignette la légende : *A l'Amérique du Sud*. C'est peut-être, pour un Boche, la traduction littérale de *Nach Sud-Amerika*; mais, à coup sûr, ce n'est pas une façon de s'exprimer.

Königlicher Holländischer Lloyd.
Nächste Abfahrten von AMSTERDAM nach SÜD-AMERIKA
(La Coruña, Vigo, Lissabon, Pernambuco, Bahia, Rio de Janeiro, Santos, Montevideo und Buenos Aires.)
Schnelldampfer:
1. März FRISIA
15. März TUBANTIA
und weiter alle 14 Tage.
Frachtdampfer:
F 263
Frachtdampfer-Expeditionen nach Bedarf.
Ausfahrt durch den Königlichen Holländischen Lloyd, Amsterdam, oder in
Frankfurt: Willi Kerna, Kaiserstr. 10 (für Billets).
Afr. Achtshüller & Co. (Fracht).
Mainz: Otto Hirsch, Städtische 12 (Passage).
Mannheim: Gondwan & Baretius Wfg., Bahnhofplatz 7.
Göbel & Gläser (Fracht).

NACH SÜD-AMERIKA

C'est bien des mêmes bateaux qu'il s'agit, partant aux mêmes dates. La seule différence, c'est qu'en France le *Lloyd Royal* ne parle naturellement ni de Mayence, ni de Francfort, — et qu'en Allemagne, il ne parle pas davantage des escales dans les ports anglais et français.

Réparons cette double omission, pour permettre à nos amis d'aller saluer au passage la *Frisia*, la *Tubantia*, et la *Zealandia*, à Douvres et à Boulogne.

Mais se bornera-t-on à les saluer ? N'y a-t-il aucun moyen de mettre la main

sur les marchandises boches — ou destinées aux Boches — que l'on va si tranquillement nous faire passer sous le nez et à notre barbe ?

Je serais bien surpris si cette question trop simple ne soulevait pas encore des controverses infinies. Car nous sommes pétris de préjugés et farcis de scrupules.

Or, tandis que nous ergotons, les sous-marins boches, plus expéditifs, farcissent nos bateaux de torpilles...

Gustave Téry

Ceux qui ne se payent pas de mots !

Le comte Bernstorff avait réussi déjà à brouiller bien des cartes en Amérique. Sachons reconnaître que son activité satanique vient de faire mieux encore. Par une confusion qui chez nous paraîtrait toute naturelle, mais qui est inouïe dans un pays où l'on respectait jusqu'ici la séparation des pouvoirs, il dresse le législatif contre l'Exécutif et amène le Congrès à intervenir dans les actes du président Wilson.

Ca ne s'était jamais vu. Les députés américains sont des politiciens professionnels. Mais ils n'habitent pas, comme les nôtres, la capitale ; ils vivent dans leurs Etats respectifs et ne viennent à Washington que pour voter des lois économiques. Une fois tous les quatre ans, ils choisissent une sorte de dictateur dont les idées et le programme général leur agrément. Ensuite, et pendant ces

quatre ans, ils s'en remettent à lui de diriger la barque, sous sa pleine responsabilité. La question de la piraterie allemande ne les regardait donc nullement.

Mais M. Wilson a sauté avec bonheur sur une occasion inespérée. Pris entre le parti Roosevelt, qui l'accuse d'humilier l'honneur américain, et l'opinion générale du pays qui ne veut pas de la guerre, il était fort embarrassé.

M. Roosevelt perd sa plus belle arme. M. Wilson, pour faire l'homme très en colère, parle bien de démissionner si le Congrès ne lui donnait pas raison, ou se dérobait. N'en croyez rien ! Il n'est pas si bête. Démissionnaire, il serait remplacé automatiquement par le vice-président. Le bel avantage !

Tout ça, c'est de la politique électorale. Si vous attendez qu'il en sorte la guerre avec l'Allemagne, vous êtes naïfs.

Certes, nous aurions le plus vif intérêt à ce que les Etats-Unis déclarent

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-81

Autre minuit : GUT. 59-89

Directeur:

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An 6 Mois 3 Mois 1 MOIS

18 fr. 9 fr. 4 fr. 50 1 fr. 50

la guerre. Ceux qui disent le contraire font du paradoxe. D'abord l'impression sur les derniers neutres hésitants en Europe serait énorme. Ensuite, au lieu de payer les munitions que nous allons chercher à New-York (25 pour cent en or, 75 pour cent en valeurs) nos nouveaux alliés nous les fourniraient gratis. Dame ! ce serait leur contribution à l'effort commun. Vous trouvez que ce ne serait rien ?

Mais l'oncle Sam ne veut pas de la guerre ; il reste fidèle à sa doctrine constante de ne pas se mêler des querelles de l'Europe. L'Europe aux Européens, pour pouvoir dire : l'Amérique aux Américains ! Chacun chez soi, et les dollars seront bien gardés !

Là-dessus et par delà toutes les manœuvres électorales, congrès et président seront toujours d'accord.

Que voulez-vous ? Ces gens-là font leurs affaires. Faisons les nôtres ! Et apprenons d'eux à ne pas nous payer de mots.

Maurice de Waleffe

LA GUERRE AÉRIENNE

L'adjoint Navarre a abattu hier, dans la région de Douaumont, un sixième avion allemand, du type albatros, qui est tombé dans nos lignes. Les passagers, blessés, ont été faits prisonniers.

L'autre guerre

Nous avons sous les yeux quelques échantillons de ces minuscules fourchettes d'acier découvertes dans les balles d'avoine qui nous arrivent des Etats-Unis et destinées, sans aucun doute, à tuer nos chevaux et nos mulets.

On nous affirme, d'autre part, que les bottes de foin et de paille que nous recevons de la même origine contiennent trop souvent des débris de toutes sortes : chats crevés, légumes pourris, oranges innombrables — véhicules de malades et d'épidémies extrêmement dangereuses.

Devons-nous espérer qu'une enquête sévère a été ou sera ouverte sur les causes de ce sabotage stupide, mais dangereux ? Que les Etats-Unis nous vendent très cher ce dont nous avons besoin, c'est la loi du commerce, et nous n'y pouvons rien. Mais que nous nous laissons, sans protestation, empoisonner par les espions boches de New-York et de San-Francisco, voilà qui dépasse un peu les bornes de notre immense résignation.

Nous réclamons donc une enquête très rigoureuse et nous en voulons connaître le résultat et les sanctions.

Propos d'un grincheux

VANITÉ...

Après une préparation savante, après l'effort de tous les progrès mécaniques, après la pluie d'obus, après la peste artificielle des gaz, voilà la guerre qui se démarque. L'homme prend l'homme à la gorge et à la ceinture, les souffles et les sueurs se mêlent, des couleuvres brûlent dans les mains. C'est le corps-à-corps des cavernes. Nous avons tout inventé. Nous avons éprouvé notre génie à construire des armes compliquées. Nous avons imaginé des engins qui mitraillent, asphyxient et incendent. Et notre science nous mène à nous chercher avec l'ongle et les dents. Toutes les complications de nos petits esprits ont abouti là. Quel thème pour un Bossuet !

Eux, les Allemands, ils avaient combiné des plans invincibles. Ils se jetaient sur nous par les plaines ouvertes du Nord ; en quelques semaines, ils gagnaient le cœur du pays et nous frappaient d'un coup mortel... Après vingt mois bientôt, où les retrouvons-nous ?

Dans le sentier historique où, depuis les commencements de notre ère, leurs pères ont été conduits par une force qui n'a pas vieilli. Irrésistiblement ils sont poussés vers les champs catalaniques, et flétrissent les traces d'Attila. Science, calculs, prévisions, organisation, théories, une chique naude renverse tout cela. Nous voici, hommes contre hommes, avec nos muscles nus, sur le vieux terrain de nos éternels débats. Et nous reconnaissions, en tremblant, l'obscur loi qui gouverne nos indigences.

Albert Savarus

La Bataille de Verdun



On a comparé très justement à un coup de bâton l'attaque menée par les Allemands sur la rive droite de la Meuse, contre le front nord de Verdun.

Sur un espace restreint — 10 à 12 kilomètres — sept corps d'armée se sont précipités. L'épaisseur présentée par une pareille masse permet de penser que le feu de nos canons et de nos mitrailleuses y a produit de grands ravages. Ceux-ci cependant ne sont peut-être pas aussi considérables qu'on le suppose. Le terrain d'approche couvert, coupé, raviné, boisé, dont nos adversaires disposaient pour aborder le plateau de Douaumont et la côte du Poivre, a certainement limité leurs pertes.

Quoiqu'il en soit, une troupe n'aborde pas impunément, en rangs pressés, des positions énergiquement défendues. Quant à évaluer, dès aujourd'hui, ses pertes par rapport aux nôtres — la seule chose qui intéresse cependant — cela est impossible.

C'est, seulement, longtemps après une bataille qu'on peut établir exactement le bilan, une fois les égarés du premier jour retrouvés et les blessés légers revenus dans le rang.

Or la bataille n'est pas finie.

Quoique fortement éprouvés, les corps d'armée qui ont mené la première attaque ne sont pas complètement épuisés. D'autre part, des réserves — rassemblées à Saint-Avold, paraît-il — auraient été acheminées vers le champ de bataille.

Après un moment d'accalmie — du 27 février au 1^{er} mars — accalmie indispensable pour donner du repos aux troupes, amener les renforts en hommes, en vivres et en munitions, faire avancer l'artillerie et consolider les positions conquises, le bombardement de nos positions au nord de Verdun, sur la rive gauche de la Meuse, reprend avec violence dans la nuit du 1^{er} au 2 mars. Il continue le 2, en même temps que de nouvelles attaques d'infanterie, chaque fois repoussées par nous, se rulent contre le plateau de Douaumont.

Ces attaques s'expliquent, d'ailleurs, par le désir d'élargir la brèche faite sur ce point par les Brandebourgeois.

Renouvelées dans la nuit du 2 au 3, elles échouent encore, sauf sur un point : l'ennemi réussit à pénétrer dans

le village de Douaumont. Mais nous continuons à tenir le plateau immédiatement au-dessus.

En Woëvre, notre adversaire continue à essayer de déloger nos troupes du pied des cotes. Hier, c'était le village de Vaux qui paraissait l'objectif le plus ardemment convoité.

Il est évident que, maîtres de ce village qui défend un ravin par lequel on peut tourner la droite des défenses du plateau de Douaumont, les Allemands menaceraient celles-ci de telle façon qu'on serait obligé de l'évacuer.

Malgré cela, le danger le plus grand n'est peut-être pas de ce côté.

La manœuvre allemande est généralement classique. Or il est classique de fixer l'ennemi sur un point et de se jeter ensuite avec toutes ses forces sur un autre.

Après nous avoir fixés, au nord de Verdun, sur la rive droite de la Meuse, l'ennemi pourrait donc être tenté de lancer des forces considérables par la rive gauche, pour y chercher la défaite.

Aussi, j'estime qu'il faut se méfier beaucoup de ce bombardement intense dirigé contre la côte de l'Oie, le Mort-Homme, Malancourt, Haucourt, etc. Et je me demande s'il n'est point le prélude d'une attaque colossale débouchant des hauteurs qui s'étendent du bois de Forges à Montfaucon par Cuisy.

Mais je n'éprouve aucune crainte : car ces positions de la côte de l'Oie et du Mort-Homme, établies en arrière par la ligne des forts — Matre, Bois-Boirrus, Vacherieville, Les Sarielles — sont susceptibles d'arrêter un ennemi qui, à l'encontre de ce qui s'est produit au Douaumont et à la côte du Poivre, serait forcé de s'avancer à découvert.

Ces considérations suffisent pour montrer qu'un échec encore plus important sur la rive droite de la Meuse ne modifierait pas notre situation sur la rive gauche.

Général Verreaux

Lutte acharnée autour de Douaumont

Les Communiqués

15 heures

Dans la région au nord de Verdun, le bombardement et les attaques de l'ennemi ont continué pendant toute la soirée d'hier avec une violence redoublée dans le secteur du village de Douaumont.

Après plusieurs tentatives infructueuses qui ont été repoussées avec de cruelles pertes pour eux, les Allemands sont parvenus à pénétrer dans le village, où le combat continue, acharné.

Un peu plus à l'est, le village de Vaux a été attaqué vers la même heure. Les assauts dirigés du nord et du nord-est ont été brisés par nos tirs de barrage et nos feux de mitrailleuses.

L'ennemi a dû se retirer, laissant dans nos réseaux de fils de fer une grande quantité de cadavres.

En Woëvre, hier, en fin de soirée et au cours de la nuit, le bombardement est toujours très intense ; mais, arrêté par nos tirs de barrage, l'ennemi n'a pu déboucher.

A l'ouest de la Meuse, activité de l'artillerie ennemie dans la région de Malancourt et de Haucourt.

En Lorraine, dans la région sud de la forêt de Parroy, une faible attaque a été dispersée à coups de fusils et de grenades.

En Belgique, nous avons bombardé les canonnements ennemis de la région de Langemarck.

Au nord de l'Aisne, une forte patrouille qui avait attaqué un de nos petits postes a été repoussée avec des pertes. Notre artillerie a exécuté des tirs de destruction sur les ouvrages allemands à l'est de La Neuville, sud de Berry-au-Bac.

En Argonne, notre artillerie

Les Russes en Arménie



De tous les coups tentés sur l'échiquier oriental, un seul a réussi jusqu'à présent. Les Turcs n'ont rien pu sur Suez, malgré les prodiges de l'organisation allemande ; les Anglais sont arrêtés devant Bagdad ; mais les Russes sont à Erzéroum.

On a déjà noté les conséquences possibles de ce succès. L'avenir jugera la légitimité des espoirs éveillés. La seule chance que nous ayons dès à présent d'en peser peu à peu la valeur est d'essayer de réaliser l'aspect géographique de ce coin de l'échiquier oriental.

Jetez les yeux sur cette carte et cherchez-y l'Ararat (Ar. 5.160 m.). Vous êtes au centre de l'Arménie. Trois frontières politiques s'y rencontrent sur le plus haut sommet de l'Asie occidentale. Au nord, c'est la Transcaucasie russe ; à l'est, l'Azerbaïdjan persan ; à l'ouest, l'Anatolie turque. Le triste sort de la Pologne paraît doux à côté de celui de l'Arménie, qui formait au moyen âge un empire florissant. Après dix siècles d'invasions, de massacres et de déportations, les Arméniens ne sont même plus en majorité chez eux. On en compte presque autant dispersés à travers l'Asie-Mineure, la Syrie, les Balkans et la Russie que sur le sol même de leur malheureux pays.

Cette terre paraissait vouée par la nature aux désordres, et les convulsions du sol y ont précédé les déchirements politiques.

Comme les frontières convergent de trois points de l'horizon vers l'Ararat, les plissements qui ont soulevé en faisceaux de chaînes puissantes le sol de l'Asie viennent se nouer en Arménie. Au nord, c'est le Caucase avec ses cimes couvertes de glaciers ; au sud, les après-échelons calcaires par lesquels on s'élève des rives brûlantes du golfe Persique et de la plaine du Tigre vers les plateaux persans ; à l'ouest, c'est le Taurus avec son cortège de rides traversant toute l'Asie-Mineure.

A la rencontre de ces plis qui se contrarient, l'écorce terrestre paraît avoir éclaté et les volcans ont surgi, épandant de vastes coulées de laves. Soulévé en bloc ici, affaissé à côté, le sol offre un chaos de hauts plateaux monotones, surmontés par les cônes éruptifs ; de gorges formidables creusées par les torrents qui descendent de tous côtés vers les mers ou les plaines voisines ; et de cuvettes à fond plat, les unes encore occupées par de vastes lacs, les autres des plaines marécageuses au sol noir.

Les plateaux sont à 3.000 mètres, les bassins s'échelonnent entre 1.000 et 2.000 mètres. C'est le pays le plus froid en hiver et le plus sec en été.

Les nuages montant de la mer Noire ou de la Caspienne voilent pendant des mois entiers les chaînes cottières et y précipitent des torrent d'eau, entretenant des forêts épaisse. Ils arrivent rarement jusqu'aux plateaux intérieurs couverts d'une maigre steppe. A 1.000 mètres, la température moyenne du mois de janvier est de 6° au-dessous de 0° ; la neige recouvre le sol aussi longtemps qu'à Moscou. L'hiver est brûlant et sec, la température du mois d'août atteignant 25°.

Voilà le pays à travers lequel les Russes ont réussi à s'avancer deux fois en plein hiver, forçant des cols entre 3.000 et 4.000 mètres, dans une neige profonde et par des températures de 20° au-dessous de 0°.

Peut-être n'y a-t-il pas lieu de s'étonner de la date choisie pour ces offensives. Au printemps, l'eau ruisselle partout, inonde les plaines et transforme les pistes en fondrières. Dans un pays sans routes, la neige est propice aux bataillons du Caucase ou de Sibérie. Les Turcs n'ont pas de montagnards aussi endurcis au froid.

Le développement des chemins de fer en Transcaucasie, l'absence de routes dans l'Arménie turque ont encore singulièrement servi les Russes. Le rail atteignait Kars, poussé ensuite jusqu'à Sarikamisch (Sk.), amenant l'artillerie à 100 kil. d'Erzéroum. Du côté turc, une seule route carrossable, celle de Trébizonde. C'est par là qu'arrivaient les munitions. On s'explique l'acharnement de la flotte russe contre les transports turcs, coulés par centaines sur la côte de

les de la nation. M. de Las Cases demande : « Si l'enfant, conformément à la volonté de son père, est élevé à l'école libre, pourra-t-il concourir pour les bourses de l'enseignement secondaire et aller soit au lycée soit au collège libre ? »

« Pourquoi demande-t-il, se méfier des veuves de la guerre ? Et pourquoi enfin avoir institué des rôles compliqués dont le moindre défaut sera la lenteur dans l'action, pour des questions souvent simples à résoudre ? »

M. de Lamarzelle monte à son tour à la tribune et pose trois questions au gouvernement : Le tuteur social pourra-t-il, oui ou non, être imposé à la mère de famille ? Si la mère de famille accepte le tuteur, aura-t-elle le droit de se réviser ? Enfin, la mère aura-t-elle toute liberté pour choisir l'établissement où l'enfant sera élevé ?

Le gouvernement répondra à la prochaine séance, le vendredi 10 mars.

Hors d'œuvre

Chronique financière

La vie parisienne reprend son cours normal : toutes les étoiles du théâtre et du café-concert brillent de nouveau au firmament de la rampe (cette jolie phrase n'est pas de moi, mais d'un courrieriste qui a évidemment avanti de relations à l'Observatoire qu'au Conservatoire) ; toutes nos « professional beauties » sont à leur poste aux vitrines des marchands de cartes postales... Et voici que nous revoyons quelques-uns de nos plus sympathiques banquiers sur les bancs de la police correctionnelle.

Celui qu'on a jugé hier n'est pas un escroc banal.

D'abord, il a détourné, dans l'espace de quatorze ans, la somme de seize millions sept cent quatre-vingt-onze francs vingt-cinq centimes.

Les vingt-cinq centimes surtout paraissent exorbitants, inacceptables, impardonnable au président du tribunal, qui, chaque fois qu'il prononçait le chiffre, insistait sur la fraction avec une indignation toute particulière.

Mais les seize millions sont également un joli denier, même en temps de guerre où nous jonglons avec les milliards.

Le banquier Augustin Max se recommandait également à l'attention de l'amiable société par deux particularités assez remarquables : il était chevalier de la Légion d'honneur, il est aveugle...

Nous n'aurons pas la naïveté de nous demander comment un chevalier de la Légion d'honneur peut être en même temps un filou : c'est un cumul dont nous avons déjà vu d'illustres exemples. Nous ne rechercherons pas davantage par quel miracle un aveugle a pu pendant quatorze ans viser les poches de gens clairvoyants. Pour qui connaît les financiers et les gogos, le miracle est uniquement dans ce fait qu'au bout de quatorze ans, les gens clairvoyants ont fini par s'apercevoir qu'on vidait leurs poches.

La guerre mettra-t-elle fin à l'âge d'or des Ventes Dorées ?

À près tout, la question n'a pas grande importance.

Comme disait M. Bergeret, quelques pauvres petits millions volés par quelques pauvres petits filous sont si peu de chose auprès des sommes qui, chaque jour, régulièrement, légalement, sont gaspillées par notre honnête administration !

ZETTE.

Suicides et statistiques

En se reportant à la statistique municipale publiée au *Bulletin municipal officiel* du jeudi 2 mars, on lit, pour la 8^e semaine de l'année :

Suicides

Les résultats des semaines antérieures accusent un chiffre à peu près équivalent.

Or, les annuaires statistiques des années précédentes, édités par les soins de M. Jacques Bertillon, nous donnent, pour chaque semaine, une moyenne de 15 suicides.

D'où cette conclusion singulière qu'au milieu des plus tragiques circonstances que nous ayons jamais traversées, les créatures humaines, torturées de mille facons, n'éprouvent plus aucune tentation de mettre fin à leurs jours.

Peut-être la curiosité de connaître la fin du drame angoissant suffit-elle pour rattacher à la vie les désespérés...

Peut-être aussi la crise des moyens pratiques généralement usités pour arriver à une solution : on ne vend plus de revolvers ; on ne laisse plus personne monter sur les monuments publics ; quant au réchaud, le charbon est si cher !

Bonne chasse !

Ce brave caporal brancardier du 10^e d'infanterie, qui s'était adressé à nous pour recevoir... un chien ratier est aujourd'hui doublement satisfait. Un de nos lecteurs, le docteur Barré, a bien voulu nous en offrir deux : leur nouveau maître, mettant à profit une permission de six jours, a tenu à les accompagner lui-même aux tranchées.

Nous leur souhaitons, à tous trois, bonne chance et... bonne chasse !

Petites annonces

Un de nos lecteurs fit dernièrement insérer dans un grand quotidien une annonce de demande d'emploi (ci : 5 lignes à 3 francs, soit 15 francs).

Voici ce qu'il reçut à la suite de son annonce :

1^o Le prospectus d'une brochure intitulée : « Pour réussir dans la vie », brochure dont le coût est seulement de 2 francs franco ;

2^o Deux fauteuils à tarif réduit pour le Casino Saint-Martin ;

3^o L'offre d'un « Système infaillible pour gagner à la roulette », système vendu 8 francs par son auteur.

Notre lecteur a amèrement regretté d'avoir dépensé pour son annonce les 15 francs qui lui auraient permis : 1^o de réussir dans la vie ; 2^o de faire fortune à la roulette ; 3^o de passer une soirée au Casino Saint-Martin.

On demande des chiffres

Plusieurs de nos lecteurs s'étonnent de n'avoir pas encore eu connaissance, par la voie de la presse, des résultats de la « Journée du Poilu » qui eut lieu à la fin de décembre.

En ce qui concerne les autres « Journées », les résultats des quêtes ont été communiqués aux journaux au bout de huit ou dix jours.

Il est vrai que les autres « Journées » n'avaient pas été organisées par l'initiative parlementaire.

A la Chambre

LES LOYERS

Sans désespoir, la Chambre entend poursuivre la discussion des loyers. Elle a consacré sa séance d'hier à cette question ; elle y consacrera désormais tout son temps. Le mardi gras lui-même ne sera pas jour férié.

Hier, M. Viviani a exposé la thèse gouvernementale. Il l'a fait dans un discours qui eut un beau succès.

M. Viviani a d'abord défendu le système des moratoires, nécessaire pour les débuts de cette guerre, mais système qu'il faut abandonner puisque la guerre se prolonge. Il y a une responsabilité à prendre ; le gouvernement la prend, pour sa part, en défendant un projet de loi ; le Parlement doit participer à cette responsabilité en votant une loi.

Deux principes peuvent et doivent être admis : celui de la résiliation des contrats et celui de la juridiction arbitrale. En dehors de ces deux principes on pourra discuter et modifier le projet, notamment sur l'article 12 qui, dit M. Viviani, recèle toutes les controverses sociales et juridiques.

Cet article porte que, devant le tribunal arbitral, le locataire aux prises avec le propriétaire pourra réclamer une réduction pouvant aller jusqu'à l'exonération totale. Ainsi on s'écarte du Code civil.

C'est alors que M. Viviani rappela, avec un bonheur d'expression qui lui valut les applaudissements de la Chambre, le rôle du législateur de 1804, dont nous sommes les héritiers et les continuateurs. De ce fait, nous devons combler les lacunes du Code civil.

Ainsi le Code civil ne connaît pas l'impossibilité de payer et n'accorde que des délais. En temps de guerre, on ne peut s'en tenir là ; il faut que le locataire puisse vivre.

« Or, quelle sera la situation du locataire à Paris ? » demande M. Viviani :

Quel sort faites-vous à ceux qui paient moins de 600 francs de loyer ? Lorsque ce locataire sera assisté, recevra une allocation ou détiendra un bon de chômage, comment va-t-on régler sa situation ?

La commission répond : « Après la guerre. C'est une solution que je n'accepte pas. Allons-nous recommencer ces controverses après la guerre ? Non. Entremissons tout le problème et proclamons le droit.

Combien y a-t-il à Paris et dans la banlieue, englobés par le moratorium, de locataires ayant un loyer au-dessous de 600 francs ? Il y en a un million 145.000. Combien y a-t-il d'assistés dans le département de la Seine ? 604.000. Donc 541.000 personnes habitant à Paris ou dans les trois grandes villes de la banlieue, ayant un loyer de moins de 600 francs vont pouvoir être assainies.

On a examiné seulement le loi au point de vue civil ; il faut en faire une loi d'ordre public.

Que faut-il donc faire ? M. Viviani précise alors sa pensée :

D'abord pour les loyers au-dessous de 600 francs, plusieurs hypothèses s'ouvrent devant nous :

On bien on fera, comme la commission le propose, deux tranches, ou bien nous allons décider que tous, de plein droit, seront exonérés pour le passé et pour l'avenir de tout loyer et nous interdirons les congés.

Je n'accepte ni l'une ni l'autre de ces hypothèses et entre les deux j'en propose une troisième :

Il me paraît équitable de présumer que les locataires ayant moins de 600 francs se trouvent dans cet état de détresse sociale que le tribunal arbitral aura reconnu en vertu de l'article 12 aux locataires payant un loyer supérieur.

J'emprunte à M. Dufaure cette solution : j'offre une prime au propriétaire, s'il y a prorogation d'un congé ; ce n'est pas une indemnité, mais une rançon sociale du service rendu à l'ordre public.

Voilà la conception gouvernementale ; la Chambre la discutera. Elle va se trouver en présence du texte de la commission et d'un texte nouveau du gouvernement. M. Viviani formulera, en effet, dans une rédaction spéciale, les idées que nous venons de résumer.

Pour conclure, M. Viviani a fait un émouvant appel à l'unité nationale, plus nécessaire que jamais, au moment où nos soldats bravent la mort si héroïquement.

Avant lui, MM. Paul Beauregard et Louis Dubois avaient exposé leur point de vue. Partisans tous les deux du principe de la loi, ils n'y ont fait que des objections de détail qui ont d'ailleurs leur importance.

Jadis Ronsard, dans un poème célèbre, se proclama le prince des poètes et le poète des princes....

Mais c'était Ronsard...

Comme on écrit l'Histoire...

Qui est le premier historien français, in the world, comme on dit au pays des dollars ? Bien sûr l'écrivain qui osait se tresser semblable couronne, et la poser sur la tête...

Un homme pourtant s'est rencontré pour parler comme Bossuet — qui n'a pas craint de se déclarer ce titre. Cet homme est M. Gabriel Hanotaux, ex-ministre des affaires étrangères, excellent historien de Richelieu, auteur d'un ouvrage sur la « grande guerre ».

Quand nous disons que M. Hanotaux s'est, à l'unanimité, proclamé imperator, nous exagérons. La vérité est qu'il doit ce nom à son éditeur, désireux d'éblouir ainsi les foules et d'écouter avantageusement les fascinantes de la « Grande Guerre ». La modestie de M. Hanotaux dit souffrir.

Songez, en effet, que M. Hanotaux compte parmi ses confrères de l'Académie des historiens comme MM. Lavisse, Lamy, Masson, de la Gorce. Si M. Hanotaux est réellement le premier historien du pays, cette prééminence est vexante pour ces messieurs. Et que diraient, en outre, les historiens non encore admisés, tels MM. Seignobos, Aulard ou Camille Jullian ?

Et puis il est toujours périlleux de s'affirmer à soi-même une statue. Voyez le cas de Paul Fort et de Han Ryner, respectivement sacrés princes des poètes et des conteurs par les petits camarades du Quartier Latin. Leur gloire a-t-elle grandi de ce chef ? Il est permis d'en douter.

On se rappelle le mot de feu Heredia : « Jean Alcard est le premier des poètes français — par ordre alphabétique... »

Admettons, cependant, que M. Hanotaux soit ce que son éditeur, prétend. Nous sommes dès lors en droit d'exiger d'assez tout qu'il ne commette pas de fâcheuses erreurs.

Or, — lapsus ou étourderie plutôt qu'ignorance, — M. Hanotaux vient justement d'ébranler notre confiance en son infallibilité.

A la page 108 du premier volume de la Grande Guerre, il trace un portrait du chancelier von Bethmann-Hollweg et une analyse de son rôle. A la page 100, parlant de ce quatrième successeur

DERNIÈRES NOUVELLES

CARMEN SYLVA

La nation roumaine, dit-on, et les Lettres, paraît-il, pleurent la reine douairière Elisabeth de Hohenzollern, née princesse de Wied, docteur de l'Université de Pétrrogard, qui s'appelait encore Saint-Pétersbourg en ce temps-là, docteur de l'Université de Budapest et commandant d'un bataillon de chasseurs à pied.

Les docteurs étaient honoraires. Le commandement aussi. Mais, par malheur, il n'en fut pas de même de la fonction littéraire, laquelle s'exerça effectivement, en ce sens du moins que Carmen Sylva écrivit, fut imprimée et qu'un nombre assez considérable de témoins dignes de foi ont certifié l'existence de ses œuvres, généralement mise en doute par la librairie qui n'a jamais réussi à commercialiser un seul exemplaire.

D'où venait cette renommée ? Je voulais rencontrer un homme sincère ; ne s'appelant ni Hohenzollern, ni Habsbourg, ni Wied ; n'ayant jamais déjeuné chez Carmen Sylva, et qui déclare avoir lu d'elle trois pages sans effort, avec un autre agrément que celui de fumer le livre, et s'en rappeler trois lignes : mais cet homme n'existe pas.

Nous laisserons donc les Lettres exprimer leur chagrin par la voie diplomatique, et nous nous contenterons de prendre part à la douleur du peuple roumain, mais, bien entendu, dans la stricte mesure où le peuple roumain peut se sentir l'âme atteinte par le décès d'une princesse née allemande, restée allemande, propagatrice du germanisme, auxiliaire de la politique de Berlin.

Assurément, et quoiqu'il soit un peu loin, nous saluons le cercueil, mais en scellant le cérémonial ; car nous avons en ce moment beaucoup de cercueils à saluer et plus encore de morts qu'on enterrer sans cercueils, et qui sont nôtres, ceux-là. — Achille Plista.

Complot terroriste allemand contre l'Italie à Lugano

À la Chambre italienne, le député Bevione a posé une question à laquelle le sous-sécrétaire d'Etat aux affaires étrangères a fait substance la réponse suivante :

« En novembre passé, sur la ligne Milan-Turin, un individu resté inconnu a fait à un camarade de voyage de vagues propositions de se mettre au service d'une nation hégémonique. Il s'agissait, en changeant de source inspirée née catégoriquement les accusations formulées par M. Gore au Sénat.

M. Wilson conféra aujourd'hui avec M. Mann, chef du parti républicain, dont il veut obtenir l'appui.

Intrigues contre le président

Washington, 2 mars. — Le Sénat discute l'ordre du jour de M. Gore, enjoignant aux Américains de ne pas voyager à bord des navires marchands armés.

M. Gore déclare que ce qui le pousse à déposer cet ordre du jour est le bruit suivant lequel le président Wilson aurait dit à certains membres du Congrès qu'une guerre avec l'Allemagne ne serait peut-être pas mal accueillie, car elle pourrait avoir un résultat favorable pour la civilisation, en mettant fin à la guerre européenne vers le milieu du prochain été.

M. Gore déclare qu'il croit ce bruit fondé ; il demande à M. Stone ce qu'il en est.

M. Stone dit que le président Wilson n'a jamais fait pareille déclaration, mais il refuse de révéler ce que le président lui a dit. M. Stone explique la thèse présidentielle : si un sous-marin allemand coulait un navire marchand armé pour sa défense, M. Wilson considérerait cet acte comme illégal, et si l'Allemagne persistait, il soumettrait le cas au Congrès qui peut déclarer la guerre.

La thèse de M. Stone, au contraire, était qu'un navire marchand armé pour la défense ou l'attaque, ou transportant du matériel de guerre, devait être considéré comme navire de guerre.

M. William, membre de la commission des affaires étrangères, soutient le président. Les Américains doivent décider s'ils veulent faire passer l'Amérique avant le *Deutschland über alles*, les questions de politique intérieure n'ayant rien à faire dans cette discussion.

M. Wilson conféra aujourd'hui avec M. Mann, chef du parti républicain, dont il veut obtenir l'appui.

Ce que M. Wilson a dit

Washington, 2 mars. — Une déclaration de source inspirée née catégoriquement les accusations formulées par M. Gore au Sénat.

C'est une victoire complète pour le président Wilson.

L'affaire des colonels suisses

VIOLENTE MANIFESTATION A FRIEBOURG ET A LUGANO

A Fribourg

Une dépêche de Berne rend compte d'incidents qui se sont produits dans la soirée de jeudi à Fribourg et à Lugano.

A Fribourg, des jeunes gens se sont groupés devant l'hôtel de l'Auroche (non d'Autriche comme dit la dépêche) ou une société d'Allemands à ses réunions. Des pierres ont été lancées contre les vitrines, et la gendarmerie a empêché les jeunes gens d'arracher la porte. Cinq ou six d'entre eux ont été arrêtés. Les manifestants sont ensuite descendus devant l'hôtel de ville : on leur a opposé les pompiers ; ceux-ci ont arrosé la foule qui s'est momentanément calmée.

Mais après onze heures, la manifestation a recommencé avec une intensité nouvelle. Des pierres ont été lancées contre la gendarmerie qui a chargé, sabre au clair, et blessé un manifestant ; elle l'a conduit au poste, suivie de la foule qui criait : « Assassins, assassins ! » De nombreux réverbères ont été brisés. La foule s'est dispersée vers minuit.

Le printemps de 1915, le passage en gare de nos internes civils avait ému profondément la brave et généreuse population de Fribourg qui combattit ces infortunes de libéralités et de marques de tendre sympathie. Le clan des professeurs allemands de l'Université en fut ombrage ; des rapports furent remis à la légation d'Allemagne qui mit en mouvement la dictature des colonels et brusquement, sans avis, les trains passèrent sans s'arrêter, devant les deux mille personnes qui attendaient en gare, les mains pleines de présents pour les Français.

Il fut convenu que la personne qui paraissait accepter les propositions se rendrait à une date fixée à Lugano et se présenterait au consul de la puissance étrangère en question, afin de se mettre d'accord avec lui au sujet de l'introduction en Italie d'explosifs pour la destruction d'un pont de chemin de fer déterminé, dans le but de retarder la circulation des trains militaires.

La personne à qui les propositions avaient été adressées a dénoncé le fait au préfet de Turin qui en a informé le gouvernement.

Le ministre des affaires étrangères a porté aussitôt ces faits à la connaissance du gouvernement suisse, car il s'agissait d'un crime qu'on préparait sur le territoire de la Confédération.

« L'instruction ordonnée par l'autorité compétente suisse suit son cours. »

M. Bevione ajoute que l'individu en question était de nationalité allemande, que les autorités italiennes ont interrogé les autorités suisses qu'on avait trouvé des preuves évidentes du complot, que le complot était organisé auprès du consulat allemand par les soins d'un ancien vice-consul allemand à Milan, qui est actuellement attaché officiellement au consulat allemand à Lugano. Il attendra les résultats de l'enquête judiciaire, mais il croit, en attendant que le gouvernement puisse s'expliquer, qu'on doit poursuivre une action politique énergique afin de s'assurer que la possession des lettres de créance diplomatiques ne serve pas à garantir l'impunité d'attentats à la dynamite.

« Une balle pour "Monsieur Mercier" ! »

Berne, 3 mars. — Les Dernières Nouvelles de Leipzig, journal qui, avant la guerre, était le porte-parole des amis du kroprinzip, publie dans son numéro du 1^{er} mars un article contre le cardinal Mercier qui dépose en violence tout ce que la presse allemande avait encore osé écrire.

« Un espion que l'on prend sur le fait est traduit en conseil de guerre, une balle est récompense. Mais M. Mercier, qui en a fait presque autant, on le laisserait complètement tranquille son œuvre mauvaise ? »

Plus loin, le journal prétend que le cardinal est devenu à Paris un héros national. « Devant son portrait qui a été exposé au Louvre, se déroulent chaque jour des scènes d'enthousiasme. Que M. Mercier aille donc à Paris ! Mais si vraiment il osait revenir sur le sol allemand belge, alors il faudrait absolument lui préparer un autre accueil que celui auquel il a été habité jusqu'à présent. »

« COMMUNIQUE BELGE

Journée calme sur le front sauf dans la

region de Steenstraete où la lutte à corps

de bombes a été vive.

Ces incidents ne signifient pas qu'une scission séparatiste soit prochaine ou possible en Suisse : personne n'a de semblables dessins : Fribourgeois et Tessinois sont aussi bons et meilleurs Suisses que les colonels aux ordres de l'Allemagne. Mais les méfaits de ces germanisants ont poussé à ses dernières limites la patience de ces deux villes précisément parce que les germanisants leur ont fait sentir les duretés d'une oppression vexatoire qu'ils n'ont jamais essayé d'imposer à Lausanne ou à Genève.

Le Journal officiel publie ce matin :

Agriculture. — Décret prorogeant et suspendant les baux des fermiers et métayers mobilisés, qui doivent prendre fin ou commencent à courir dans la période du 1^{er} avril au 31 août 1916 soit en vertu de la convention des parties, soit par suite d'une précédente prorogation ou suspension.

Les Etats-Unis et la guerre sous-marine

Lorsqu'un des chefs démocrates, au cours de la conférence avec le président Wilson à la Maison Blanche, demanda quel serait le résultat probable d'une intervention américaine dans la guerre, le président répondit que cela tendrait à abréger le conflit, mais il est complètement inexact que M. Wilson ait exprimé le désir de voir les Etats-Unis participer à la guerre pour Téhéran.

Washington, 2 mars. — Le département d'Etat dément les bruits circulant à Berlin selon lesquels les cinq sixièmes du Congrès seraient hostiles à la politique du président Wilson.

Ces pauvres sous-marins !

Washington, 2 mars. — M. Lansing, secrétaire d'Etat, a déclaré inacceptable la présentation de l'Allemagne suivant laquelle les sous-marins auraient un droit d'immunité plus complet que les autres navires de guerre, étant donné qu'ils sont d'une construction plus fragile.

Victoire du président Wilson

Washington, 3 mars. — On espère que la motion Gore demandant une loi pour empêcher les Américains de s'embarquer à bord des bâtiments marchands armés sera repoussée aujourd'hui par le Sénat à une forte majorité.

A la Chambre des Représentants, l'opposition faille : on suppose que cette assemblée suivra, samedi, la ligne de conduite du Sénat, donnant ainsi au président pleins pouvoirs pour appliquer sa politique.

Les républicains des deux assemblées uniront leurs votes à ceux des chefs de l'administration.

Washington, 3 mars. — Le Sénat, par 68 voix contre 14, a ajouté sine die la motion Gore.

C'est une victoire complète pour le président Wilson.

Prise de Billis par les Russes

Communiqué russe

Petrograd, 3 mars. — Front occidental. — Dans la région au nord de Czartorysk, l'ennemi a tenté une offensive, mais il a été dispersé par le feu de notre artillerie.

Front du Caucase. — Nos troupes continuent à presser l'ennemi.

Dans la direction de Billis, les Turcs de la région de Fesro ont tenté une offensive, mais ils ont été repoussés.

La lutte dans cette région se poursuit maintenant dans des conditions de difficultés exceptionnelles. Les chemins sont complètement défoncés, le froid est rigoureux et la neige épaisse.

Cette nuit est arrivée la nouvelle de la prise d'assaut par nos troupes de la ville de Billis ; elles se sont emparées de vive force de six canons.

Parmi les Turcs faits prisonniers, se trouvent 17 officiers dont un colonel.

COMMUNIQUE ITALIEN

Rome, 3 mars. — Dans la zone de la haute montagne, la neige qui, dans quelques endroits, dépasse la hauteur de cinq mètres, et de nombreuses avalanches n'arrivent pas l'activité de notre artillerie et de nos patrouilles.

Devant Gorizia, il s'est produit des actions assez intenses de l'artillerie ennemie qui ont été efficacement contrebalancées par la nôtre.

Signé : CADORNA.

Les Allemands aux Etats-Unis

New-York, 3 mars. — Un incendie a éclaté hier soir dans les bâtiments du journal la *Providence*, à Rhode Island. Les dégâts sont considérables. Une explosion a suivi l'incendie. Les flammes ont gagné la salle de rédaction. La police affirme que l'incendie est dû à une main criminelle, le journal ayant conduit une campagne anti-allemande.

Du Temps :

La guerre n'a pas été terminée après une seule bataille ; loin de là, nous sommes entrés dans le vingtième mois de la guerre. Les Allemands n'avaient pas compris qu'ils étaient rendus odieux à toute l'Europe qui se leverait contre eux ; ils arrivent au bout de leurs ressources et veulent en finir coûte que coûte ; pas d'enveloppement possible, il leur faut attaquer droit avec des masses d'hommes sur lesquelles notre artillerie tire sans ménager ses munitions et dans lesquelles elle trace des sillons sanglants ; leurs attaques échouent malgré la vigueur que montrent leurs soldats.

Le général Petain

Le *Père Plume* nous fait entrer dans l'intimité de l'un des défenseurs de Verdun, le général Petain, qui possède au plus haut degré le fameux « cran » redouté des Brandebourgeois, ce qui ne l'empêche pas d'être un savant officier :

Il n'est jamais plus heureux que quand il est forcé de rester sans manteau sous la pluie devant les troupes. C'est sur son initiative que l'autorité militaire a obtenu pour certaines unités que je ne peux pas désigner davantage le privilège d'être exemptes de tranchées pendant quelques mois.

Mais ce privilège donne à ces corps d'élite celui d'être réservé uniquement pour les colonnes d'assaut. On devine quel esprit d'héroïsme régne parmi ces soldats qui déclarent en souriant qu'ils sont tous voués à une mort glorieuse.

L'un d'eux, permissionnaire récemment à Paris, se faisait remarquer par la facilité avec laquelle il déposait son argent sans compter.

— Bah ! répondait-il à un ami qui lui en faisait l'observation, faut pas s'en faire, nous autres : on est des soldats de Petain !

Ceux-ci règnent en maîtres dans ce domaine... C'est pour cela qu'il est si bien géré.

Mortimer-Méret

RÉPONSES

Un grand blessé d'un hôpital chartrain.

— 1^o Non, ce n'est pas voté ; 2^o Oui.

A. B., classe 1907. — Oui.

R. Bloch. — Faîtes une demande.

C. Muller 3541. — Ce n'est nullement un droit.

E. Henry. — Non.

P. Z., 205. — Oui, le premier jour.

P. A. 153. — Les seconds tours doivent être réglés par ancienneté de classe.

H. D. 8. — Vous repasserez trois mois après la réforme.

Lecteur assidu réformé. — Gratifications renouvelables ou secours.

J. S., classe 1888. — Il est douteux qu'on les lui accorde.

J. de la P. G. — Non, vous ne repasserez que sept mois après votre second examen de réforme.

E. Barthélémy. — C'est la loi. Rien à faire.

J. B. 1897. — Oui.

Bretagne. — Il faut qu'il fasse une demande par la voie hiérarchique. Il est douteux qu'il l'obtienne.

Un poète de la 9^e. — 1^o Oui ; 2^o Non, comme combattant ; 3^o Oui ; 4^o Oui ; 5^o Oui.

Georges Henriet, classe 1906. — 1^o Oui ; 2^o Oui ; 3^o C'est contesté.

N'envoyez pas de graisse aux prisonniers

Les prisonniers de guerre français en Allemagne adressent très fréquemment à leurs familles des demandes d'envois de graisse.

Etant donné la p

La crise des transports

De la Bouillie pour les Chats

Un décret vient d'instituer, sous l'autorité du ministre de la marine, un comité des transports ayant pour mission :

1^e De centraliser tous les renseignements relatifs aux transports par mer et aux frets, tant pour les services publics que pour les besoins privés du pays, et de comparer l'importance des stocks existants aux besoins à assurer et aux programmes d'importation ;

2^e D'établir et de tenir à jour la situation de tous les moyens de transports maritimes et d'améliorer leur rendement ;

3^e De dresser le programme des importations réalisables par les moyens de transport ainsi vérifiés, en classant ces importations suivant leur degré d'urgence et d'utilité ;

4^e De suivre et de contrôler les exportations et les frets de retour ;

5^e D'une manière générale, de se saisir de toutes questions connexes et de prendre toutes mesures pour faciliter et hâter les transports par mer.

Cette décision, qui part d'un bon naturel, a le mérite de repérer d'avance, d'une façon exacte et complète, toutes les questions à envisager et toutes les mesures à prendre dans le domaine des transports maritimes. Seulement, voilà le chiedent : le domaine des transports maritimes n'est qu'un secteur du vaste et *indivisible* domaine des transports en général. D'où cette conséquence évidente que, si parfaitement organisé que soit ce secteur, son organisation ne servira pour ainsi dire à rien, tant que les autres secteurs ne seront pas organisés *solidairement* dans le même esprit.

Cela fera, en vérité, une belle jambe aux commerçants, aux industriels, aux consommateurs, à l'Etat lui-même, au pays, en un mot, si, une fois que les transports maritimes fonctionneront à merveille, les ports continuent d'être inaccessibles, les quais encombrés à refus, les voies ferrées engorgées, les gares embouteillées ; si la main-d'œuvre idoine et les engins de levage continuent de faire défaut ; si les wagons continuent tantôt de pourrir, immobilisés sur place, tantôt de circuler à vide, en prenant le chemin des écologues, d'un bout de la France à l'autre !

La coordination rationnelle des transports maritimes ne saurait être opérée qu'à la condition qu'elle s'accompagne de la coordination symétrique des transports fluviaux et terrestres. Autrement, il n'y a rien de fait, car nulle disjonction n'est admissible.

Vous me direz que l'amiral Lacaze, n'ayant dans son resort que les transports maritimes, ne pouvait s'occuper du reste. « Il a fait ce qu'il a pu... Sans doute ! Mais c'est justement là que git le lièvre. Le ministre de la marine, ne possédant que les éléments d'une parcelle du problème, n'a donné (et n'était en mesure de donner) qu'une parcelline de solution.

La question des transports, qui relève effectivement de six ou sept départements ministériels, doit être résolue dans son ensemble. C'est une question de gouvernement. Un seul ministre, quelles que soient, par ailleurs, l'excellence de ses intentions et la largeur de ses vues, est incomplète pour la résoudre dans son intégralité.

A moins, toutefois, que l'amiral Lacaze ne soit un pince-sans-rire, et que, en attribuant à son comité le droit « de se saisir de toutes questions connexes et de prendre toutes mesures pour fa-

ciliter et hâter les transports par mer », il ne se soit réservé, le cas échéant, au risque de marcher sur les plates-bandes de ses collègues de la guerre, des affaires publics, du commerce, du travail, de l'agriculture, des colonies, de réunir toutes les fils en une seule main. La formule est assez élégante pour se prêter à cette solution, qui ne manquerait pas d'élegance. Mais je doute fort que l'amiral pousse la logique — et l'audace — aussi loin...

Il n'y a pas lieu, d'ailleurs, de regretter autre mesure. Le nouveau comité régulateur des transports maritimes est, en effet, entaché *a priori* d'un vice rédhibitoire : il est exclusivement composé de fonctionnaires !

Dieudonné de contester la haute honorabilité ou les aptitudes techniques de ceux qui ont été désignés, et qui sont tous « de marque ». Mais, en admettant même, contre toute vraisemblance, qu'ils aient dévoilé, avant d'aborder cette tâche délicate, les habitudes de lenteur, de formalisme et de papyromanie inhérentes à la tradition bureaucratique dont ils sont les représentants les plus qualifiés, j'ai plutôt peur qu'ils n'entendent pas grand-chose aux méthodes industrielles et commerciales.

Or, le problème des transports, par le fait seul qu'il se ramène à des opérations d'exploitation, de trafic, de manutention, est essentiellement chose de commerce et d'industrie. Il ne saurait être résolu que dans le plan industriel et commercial, par des professionnels expérimentés. Chacun son métier, dit la sagesse des nations.

Tout ce qu'on tentera de faire à côté ne sera jamais — je vous demande pardon — que de la bouillie pour les chats.

Emile Gautier

Organisons le camionnage

Les journaux ont publié de nombreux articles sur la crise aiguë que subissent les transports, sans s'occuper — l'oubli est singulier — du camionnage qui est essentiellement lié à la voie ferrée et à la voie fluviale. La plupart des compagnies font du camionnage à Paris, mais principalement le détail, toutes les usines ainsi que les commerces de gros traitant avec des entreprises privées de camionnage. Celles-ci, par suite de la mobilisation, ont une grande partie de leurs chevaux et quatre-vingt-dix pour cent de leurs charretiers requisitionnés. Ces maisons n'ont donc, actuellement, qu'un nombre restreint d'équipages conduits par des jeunes gens de seize ans et demi à dix-huit ans, des réformés ou des hommes âgés : adolescents, infirmes ou vieillards peu qualifiés pour un travail fatigant. Le trafic habituel est donc, par suite de ces difficultés, réduit de moitié.

Les diverses solutions qui ont été envisagées jusqu'à présent ne paraissent pas devoir améliorer sensiblement la situation. Si l'on décongestionne les chemins de fer, on bloquera les gares : le dimanche, les hommes refusent de travailler et quatre-vingt-dix-neuf maisons sur cent sont d'ailleurs fermées et n'ouvriront pas, malgré un magasinage supplémentaire à payer. Augmenter le matériel affecté à l'enlèvement des marchandises ne diminuerait pas l'encombrement des voies et des quais, faute d'un personnel suffisant pour y procéder. Les compagnies percevraient, de ce fait, des droits de magasinage plus élevés encore et cela sans aucun avantage pour les destinataires.

Où trouver des hommes pour remédier à la pénurie de personnel ? Les entreprises de transports demandent qu'on mette à leur disposition des auxiliaires.

Ceux-ci ne manquent pas, quoi qu'on dise, et un certain nombre de ces soldats rendraient plus de services en cooptant à la reprise économique qu'en noircissant du papier. Cependant, au gouvernement militaire de Paris, où l'on convoque toujours de nouvelles classes d'auxiliaires, on ne veut rien entendre, même lorsqu'il s'agit de corvées temporaires qui faciliteraient grandement les affaires des usines et des commerçants fournissant à l'armée — et, par conséquent, les affaires du pays.

AU PARLEMENT

Dans les usines de guerre

La commission des comptes définitifs a entendu M. Albert Thomas qui a fourni des explications sur des irrégularités commises dans certaines usines de guerre.

Puis M. Treignier a signalé la nécessité d'une meilleure utilisation des déchets métalliques.

Les dommages de guerre

M. Gustave Dubar, membre de la chambre de commerce de Lille, qui vient de passer quinze mois dans cette ville, sous l'occupation allemande, a été entendu hier par la commission des dommages de guerre. Il a apporté le souvenir ému des populations du Nord, leurs remerciements pour l'œuvre de réparation entreprise, leur vif désir d'un vote rapide du projet de loi. M. Dubar a insisté surtout sur la prompte et complète organisation financière au lendemain de la libération du territoire.

La commission a entendu également M. Malvy, ministre de l'intérieur, sur le fonctionnement des commissions cantonales et départementales.

Pharmacie de Famille — Hygiène — Toilette GOMENOL Antiseptique idéal Crevasses, Engelures, Gelures.
Dans toutes les Pharmacies. — Renseignements et échantillons : 17, rue Ambroise-Thomas, Paris.

Le jockey Debisshop en conseil de guerre

Le jockey Armand Debisshop, engagé à la déclaration de guerre au 7^e régiment de dragons, était venu, le 27 décembre dernier, en permission de six jours chez sa mère, 59, boulevard Lefebvre ; c'était la première permission du jeune soldat. A son arrivée, sa mère le mit au courant de la situation du fait du ménage. Depuis le mois de septembre 1914, son père, ancien inspecteur principal de la Sûreté, directeur de l'agence de renseignements Debisshop et Calcas, rue Aubé, menait une vie irrégulière. Resté seul à Paris, alors que sa femme était en Angleterre avec ses deux enfants, il avait pris une maîtresse austro-boche, avec laquelle il avait complètement oublié ses devoirs. Au retour de sa femme, le père avait définitivement quitté le domicile conjugal et s'était installé avec sa maîtresse, 27, rue de Moscou, ne donnant plus signe de vie à sa femme, qui l'laissait sans aucune ressource. Debisshop père avait délaissé aussi complètement sa femme que son fils. Dès le lendemain de son arrivée, Armand Debisshop commença les démarches en vue de ramener son père à ses devoirs, ou le contraindre, tout au moins, à aider de ses ressources son ménage abandonné.

Une première fois, il se rencontra avec son père, qui, d'ailleurs, l'accueillit froidement, et un échange d'explications pénibles eut lieu, sans amener de résultat appréciable.

Le 31 décembre, Armand Debisshop repart à la charge et se rendait dans la matinée 27, rue de Moscou ; il était en tenue civile. Sachant que la femme Roche était particulièrement violente, qu'elle avait à plusieurs reprises menacé soit son amant, soit

à plusieurs reprises menacé soit son amant,

soit Mme Debisshop ou sa jeune fille d'un revolver, le fils s'était munie au préalable d'un poignard.

Il arrive chez la femme Roche, et celle-ci comprenant que le fils vient supplier son père, elle braque sur lui un revolver, mais ne tire pas ; elle discute, veut faire partir le visiteur avant l'arrivée du père qui entre précisément sur ces entretoiles. Le premier mot de M. Debisshop fut de demander avec aigreur et dureté à son fils ce qu'il vient faire là. La maîtresse, devant cette attitude, renchérit, insulte la mère, la sœur du jeune homme et veut mettre à portée le visiteur qui résiste.

Armand Debisshop alors vit rouge ; il frappa la femme Roche de deux coups de son poignard. Corps mortels, puisqu'elle succombait quelques heures après le drame.

C'est pour ces faits que l'ancien jockey Debisshop comparaisait hier devant le deuxième conseil de guerre, assisté de M. Henri Géraud, qui a mis tout son cœur et tout son grand talent au service de la défense de son client. L'ancien inspecteur principal de la Sûreté Debisshop, principal responsable de ce drame, a tenu, avant sa déposition, à faire un *complet mea culpa*.

On s'attendait à un acquittement, surtout étant donné la complète indignité de la victime. Mais le capitaine Montel, commissaire du gouvernement, veillait, et son réquisitoire, bien que modéré, a eu raison de la très belle éloquence de l'avocat. Le conseil a condamné Armand Debisshop à un mois de prison.

A l'Hôtel de Ville

Le bureau du Conseil général s'est réuni sous la présidence de M. Léon Paris, et a décidé de demander la convocation de l'assemblée départementale en session extraordinaire pour l'ouverture de crédits nécessaires à la continuation des secours supplémentaires accordés aux enfants des mobilisés et des familles nécessiteuses, et pour l'étude des mesures à prendre en vue de l'organisation du marché du travail au moment de la démobilisation.

La crue de la Seine

Le mouvement de décroissance constaté jeudi dans les affluents de la Seine et le fleuve lui-même s'est encore accentué dans la journée d'hier. Tout danger serait disparu si le ciel, par ses pluies abondantes et neige imminente, ne tenait toujours les riverains sous la menace d'un retour offensif des eaux.

Les services hydrographiques n'ont pu blié hier que les trois cotes suivantes qui donnent, à leurs points principaux, l'état de la crue du fleuve dans sa traversée de Paris :

Basse Seine. — Ecluse du canal Saint-Martin (Austerlitz), 4 m. 43 (basse 0 m. 24); pont de la Tournelle, 4 m. 28 (basse 0 m. 24); pont Royal, 5 m. 42 (basse, 0 m. 23).

Toilette intime GYRALDOSE SUPPRIME PERTES ET TOUS MALAISES Communication à l'Académie de Médecine Laborat. de l'URODONAL, 23^e, R. de Valenciennes, Paris. Boîte 4 fr.; les 5: 17^e; Etrange 4^e; les 5: 21 fr.

LES SPECTACLES

Cet après-midi :
COMÉDIE-FRANÇAISE. — 1 h. 30. — Matinée au bénéfice de l'École Normale Supérieure.
ODEON. — 1 h. 15. — Le Barbier de Séville, Sevère Torelli.

Ce soir :

COMÉDIE-FRANÇAISE. — 8 h. — Le Barbier de Séville, l'Augusta.
OPERA-COMIQUE. — 8 h. — L'Espionne.
ODEON. — 8 h. — Cabiria.
TH. SARAH-BERNHARDT. — 8 h. 30. — Le Chemineau.
GAIETÉ. — 8 h. 45. — Coralia et Cie.
GYMNAZ. — 8 h. 30. — Les Deux Vestales.
PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30. — Le Poilu, etc.
VARIÉTÉS. — 8 h. 30. — Depuis six mois, l'Impromptu du Paquetage, la Bonne Intention.
PORTE-SAINT-MARTIN. — 7 h. 45. — Anna Karénine.
RENAISSANCE. — 8 h. 15. — La Puce à l'oreille.
TH. REINER. — 8 h. 30. — Madame Sans-Gêne.
CHATELET. — 7 h. 55. — Les exploits d'une petite Française.

10 TERRAINS A BATIR pour industrie ; à louer, promesses, etc. Plans, voir Ch. JEANIN, près Bécon, villa Jeanne, S. Asnières. — Boches, abstenez-vous !

REFORME après campagne, 25 ans, marié, ayant entreprise industrielle, cherche situation secrétariat particulier ou industrie ou emploi similaire. Hautes références. — M. ROUSSELIN, 20, rue Bayen.

JEUNE HOMME, bonnes références, dispose quelques heures par jour, recherche occupation régulière, travail annuel. — Achille Lachet, 15, rue de Sèvres.

DAME INSTRUITE, parfaite dactylographe, désire faire chez elle copies littéraires ou autres. Se chargera de remettre au point manuscrits bâtimen. écrits. — Ecrire à Mme Laurent, 8 bis rue Claude-Bernard.

Le gérant : ANTOINE KLEYNHENS, Imprimerie WELLHOFF et ROCHE, 16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

BOUTIFFES-PARISIENS. — 8 h. 15. — Kit Nouvel-Amigu. — 8 h. 30. — Ma Tante d'Honneur, je le pince. TRIANON-LYRIQUE. — 8 h. 15. — Fils d'Alsace. FOULES-BERCÈRE. — 8 h. 30. — Jusqu'au bout. OLIMPIA. — 8 h. 30. — Polaire. CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Gala Antoine. MONCEY. — 8 h. — Si c'étais Roi. ALLEGRA. — 8 h. 30. — Attractions. CAPUCINES. — 8 h. 15. — Paris aux Quinze. IMPÉRIAL. — 8 h. 15. — Un Boxeur. Pour une Baie. DEIAZET. — 8 h. 30. — Les Fiancés de Rosalie. GRAND GUINOL. — 8 h. 30. — L'Homme qui fut aimé, l'Expérience du docteur Lorde. SCALA. — 8 h. 30. — Hardi, les bleus ! ELORADO. — 8 h. 15. — La Crevette. BA-TA-CLAN. — 8 h. 30. — La Dame du Commissaire. EUROPÉEN. — 8 h. 30. — Pan ! sur les K...boches, revue. GAIE-ROCHECOURT. — Quando la cloche sonnera ! ENPIRE, CASINO de Paris et NOUVEAU-CIRQUE, à 8 h. 30. Attractions. OMNIA-PATHE. — Spectacle varié de 2 à 11 h. dimanche, 2 h. 30.

AU Printemps
LUNDI 6 MARS
Exposition Générale
DES NOUVEAUTÉS DE LA SAISON

MESTRE & BLATGE
46, Avenue de la Grande-Armée
PARIS
Tous
Laine
aux
ARTICLES
Indispensables
SOLDATS
CINTURES tricot laine... 3 90
CHAUSSETTES laine..... 1 75 à 3 75
CHANDAILS laine..... 10 50 à 28
PASSE MONTAGNES..... 3 95 à 6 50
LAINE à tricot marine bleu et noir..... 1e kilo. 13 50

MILITAIRES
Vous serez fixés sur toutes les situations, sur tous vos droits et sur ceux de vos familles en lisant le Guide Militaire, 12, avenue de la Grande-Armée, Paris. — 4 fr. — Il explique tout.

III
LES FENÊTRES QUI PARLENT
Le temps passa. Ma passion pour Hélène se fortifiait.
Le temps que je perdais avant de lui demander ce que tout homme finit par demander à une jolie femme qu'il courtise tous les jours mettait peu à peu moins d'autant dans mon jeu ; il ne faut peut-être solliciter ni trop tôt ni trop tard. Trop tôt, c'est insolent ; trop tard, on est passé à l'état d'amitié, et on risque de s'attirer cette riposte : « Qu'est-ce qui vous prend, aujourd'hui ? »
Il faut dire à ma décharge que, lorsqu'elle devinait que j'allais sur le point de l'embrasser, elle insistait sur sa vie de travail, de régularité, d'honnêteté. Elle n'avait et n'aurait jamais d'amant. Elle se gagnait une dot par son travail. A trente ans, elle épouserait un homme riche.

Le client gagna le boulevard. J'allais par là, je le suivis. Le monsieur au huit-reflets s'arrêta pour regarder un des journaux illustrés affichés devant un kiosque.

Le sourire caricatural de ce quidam s'esquissa de nouveau sur sa figure si mésique. Et je reconnaissai que le monsieur souriait à son propre portrait publié dans le périodique affiché devant

lui. Sous le portrait, flamboyaient ces mots : BARON DE SCHEN, AMBASSADEUR d'ALLEMAGNE A PARIS. Et j'eus l'intuition que ce Burgenstaub pouvait bien être en rapport avec l'ambassadeur de son pays ; pour lui fournir autre chose que des chemises et des cravates.

« Hélène ne m'avait donc point menti. Je m'offris même la fantaisie d'acheter une paire de bretelles cerise dans ce magasin pour voir l'homme de plus près. Restait à savoir si ce Burgenstaub était bien son amant. Par peur d'être poignardé, je le répète, on risque d'accuser à tort.